

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépôt légal : à parution

N°1190 du 18 mars 2014 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



La fracture civique

Les écoutes ont déclenché un bruit assourdissant. Je suis désolé de vous en parler encore, mais c'est, je crois, nécessaire. C'est en effet l'effondrement de la démocratie et de la nation française qui est en jeu.

Je ne vais pas vous faire perdre votre temps en m'interrogeant sur les acteurs de cette tragi-comédie. Comme moi, vous avez compris que ce sont les odeurs de mœurs politiques polluées qui remontent à la surface. Est-ce grave, docteur ? Non et oui.

Ce n'est pas grave dans la mesure où voilà des siècles que le pouvoir politique utilise les moyens les plus infâmes, les plus indignes, pour préserver son emprise sur la société. La semaine dernière, nous remontions à Machiavel : la raison d'Etat efface l'état de droit. Les

princes n'ont pas à se plier aux règles morales qui s'imposent aux sujets. Tous les mauvais coups sont permis quand il s'agit de gérer la chose publique.

La justification de ce dualisme moral est bien connue : assurer la puissance et la sauvegarde de l'Etat vaut bien quelques mauvaises manières, parce que sa mission concerne non seulement les générations présentes mais aussi celles à venir et fait prévaloir le bien commun sur les intérêts particuliers. Les hommes de l'Etat présents s'inscrivent dans cette tradition et cette logique et se comportent ni plus ni moins comme leurs prédécesseurs ; l'histoire est pleine d'affaires de poisons, de crimes de spadassins, de bastilles et de masques de fer. >>

SOMMAIRE DU N°1190

EDITORIAL : La fracture civique pp. 1-2

CONJONCTURE : Se désendetter : pourquoi ? comment ? pp. 3-4

ACTUALITES : Pollution : la voix des Verts s'est faite entendre p. 4 - Anniversaire de l'élection du Pape François p. 5 - Sommes nous dans les années 1930 ? p. 5

L'AGENDA LIBERAL p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 6-8

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Tout compte fait, des écoutes téléphoniques et des valises de lingots ne me paraissent pas plus choquantes que la noyade de Robert Boulin ou le suicide de François de Grossouvre. Donc, rien de nouveau, rien de grave.

Les choses deviennent graves quand l'Etat devient Providence. Alors l'immoralité pénètre la société dans toutes ses cellules, parce que l'Etat prend totalement en charge les individus. Quand les manœuvres voire les crimes des hommes de l'Etat ne concernent finalement que le cercle d'un pouvoir limité à quelques minorités, le peuple finit par les ignorer et se tient prudemment à l'écart de l'Etat. Les gens vaquent à leurs affaires, qui ne sont ni celles du monarque ni celles de l'aristocratie.

Mais aujourd'hui, l'Etat vient vers le peuple pour lui imposer le collectivisme, de sorte que le prince tient ses sujets dans les serres de sa réglementation, de ses prélèvements, de ses services publics. Dans ces conditions, d'une part le domaine du pouvoir s'élargit subitement : diriger un pays c'est s'ouvrir des portes innombrables, se créer sans cesse des occasions de puissance accrue et de richesse accumulée. La corruption et la dilution des mœurs sont à tous les niveaux. D'autre part les individus (que l'on continue à appeler malgré tout « citoyens ») n'ont plus aucune ligne de défense contre l'usage scandaleux et arbitraire du pouvoir. Tous les contre-feux imaginés par les hommes libres se révèlent vains, qu'il s'agisse des constitutions, des déclarations des droits individuels et, à plus forte raison, des procédures de vote, devenues une arme redoutable de l'Etat Providence puisqu'elles permettent de distribuer privilèges et prébendes.

Que peut-il se passer dans un tel contexte ? Ou bien, et c'est ce qui s'est produit en France, le peuple s'achemine vers « la servitude consentie » et attend tout de l'Etat. Ou bien la rupture est totale entre l'Etat et la nation, entre la société politique et la société civile.

Est-ce une situation durable ? Tout d'abord, l'Etat Providence ruinant peu à peu la totalité des gens va les dresser les uns contre les autres. Quand la croissance n'est plus là, quand le gâteau ne grossit plus, l'un ne peut accroître sa part qu'en diminuant celle de l'autre. C'est la « fracture sociale » qui se creuse. Ensuite, la classe politique ne pouvant plus assouvir les appétits de tous et faisant un nombre croissant de mécontents, elle se déconsidère aux yeux des citoyens qui réalisent enfin que les hommes de l'Etat sont des fourbes et des impuissants, nourrissant la présomption fatale de tout régenter et qui n'hésitent pas à donner des leçons de morale basique, celle qu'ils ne cessent de violer. Alors la démocratie est en danger et se produit une fracture civique entre la société politique et la société civile.

A ce moment se présentent deux scénarios. Le premier est l'éclatement de la nation, provoqué par le populisme qui croit sortir les sortants pour leur substituer des apprentis sorciers qui se hâtent de renforcer l'Etat pour rétablir l'ordre. Le deuxième est la réduction de l'Etat. Encore faut-il que la société civile soit assez déterminée et assez sage pour assumer ses fonctions et reprendre une partie des missions que l'Etat Providence s'était attribuées. Se passer de l'Etat est possible dans la plupart des domaines où il est prouvé que l'initiative privée et le marché font mieux que l'administration publique et la réglementation. Encore faut-il que cette preuve soit connue et convaincante : les libéraux ne cessent d'y travailler. L'Etat est subsidiaire, l'Etat est tenu de respecter le droit : seule la conjugaison de ces deux principes permet de réduire la fracture civique et de rendre confiance et paix sociale.

« *Pour réduire la fracture civique, réduire l'Etat* »

Jacques Garello

SE DESENDETTER : POURQUOI ? COMMENT ?

Débat sur la dette publique ; chassez-le par la porte, il revient par la fenêtre. Il obsède les experts comme les politiques, Bruxelles comme la Cour des comptes. C'est un débat plein d'embûches et source de conflits. Il y a ceux qui pensent que diminuer la dette publique, c'est freiner la croissance, et ceux qui pensent que c'est indispensable. Parmi ces derniers, il y a ceux qui croient qu'on réduit dette et déficit en augmentant les impôts, et ceux qui considèrent que la seule solution est de baisser les dépenses publiques et la pression fiscale. Ici, le comment est aussi important que le pourquoi car il y a une bonne et une mauvaise rigueur.

Keynes trahi par les Keynésiens

Comme nous l'avions annoncé en début d'année, le débat sur la dette publique a repris avec vigueur. En février, notre Cour des comptes s'est inquiétée de la dérive des dépenses publiques et la Commission de Bruxelles a mis la France, et d'autres pays en Europe, en demeure de réduire leurs dépenses.

Pourtant, certains « experts » d'inspiration keynésienne ont affirmé que réduire les déficits et les dépenses, c'est aggraver la crise actuelle et la récession. Cette politique est suicidaire et peut même provoquer une déflation.

Sur ce point, le débat est pourtant clos, la réalité l'a tranché depuis longtemps. L'idée suivant laquelle la santé de l'économie dépendrait avant tout de la demande globale et d'abord de la demande publique remonte aux années 1930 et aux thèses de John Maynard Keynes en honneur après la Grande Dépression de 1929. Keynes lui-même a-t-il fait du déficit budgétaire une arme de réglage permanent de la conjoncture ? Certainement pas : ce sont les post keynésiens et théoriciens de la « croissance harmonisée » comme Harrod Domar ou Samuelson qui ont conçu le déficit budgétaire comme le cheval de Troie du dirigisme économique et qui ont convaincu la classe politique de la nécessité de relancer sans cesse l'économie. De quoi légitimer sans doute qu'un pays comme la France vive dans le déficit et accumule la dette depuis 40 ans !

Les vertus de la facilité ou de l'effort ?

Soutenir que Keynes désavouerait les politiques keynésiennes actuelles n'est pas suffisant, car il n'en demeure pas moins que les bases du keynésianisme sont contestables. Elles ont l'inconvénient d'être globales, macroéconomiques, considérant qu'on pilote l'économie comme une voiture, en tirant sur quelques manettes. Or, la réalité est d'abord faite de millions d'entreprises qui produisent et de ménages qui consomment. Ce ne sont pas des agrégats mais des entreprises ou des personnes réelles et c'est sur leur incitation à produire qu'il faut jouer et non sur des hypothétiques mécanismes globaux.

Une autre erreur consiste à considérer que c'est la demande (globale) qui conditionne le reste de l'économie : dépensez et ne vous souciez pas du reste. Pour les keynésiens, la vertu est dans la dépense, l'offre suivant automatiquement. Oubliées les rigidités qui empêchent l'offre de répondre à la demande ; oubliées les complexités du monde réel. Même le Président de la République, faisant sienne la formule de Jean-Baptiste Say, a reconnu que c'était l'offre qui créait la demande en rémunérant les facteurs de production, salariés, épargnants, entrepreneurs, qui ont créé cette offre dans les entreprises.

Croire que la dette et les dépenses publiques puissent être source de richesse, c'est prendre l'apparence pour la réalité, c'est croire aux vertus de la facilité et non à celles de l'effort, c'est tomber dans l'illusion, alors que la vraie richesse n'est que la réponse aux besoins humains. Par contraste, l'argent issu du laxisme, des déficits, grâce à une création monétaire artificielle, ne saurait constituer ou engendrer une vraie richesse.

Oui, il faut réduire la dette publique

Il est donc faux de dire que réduire la dette publique va tarir la source des richesses. En revanche, maintenir les déficits et les dettes actuelles, c'est briser l'avenir, c'est transférer nos charges sur les générations futures et faire payer nos petits-enfants, en leur léguant des dettes, tout en plombant le présent par le poids des intérêts. C'est aussi risquer de provoquer des crises de confiance vis-à-vis de la qualité de la signature de l'Etat, faisant exploser un jour les taux d'intérêt et donc la charge de la dette. C'est enfin, pour un pays, se mettre en situation de dépendance, car la dette est largement financée par l'étranger. Réduire la dette publique, c'est une nécessité absolue pour cesser de vivre dans l'illusion. A l'heure où tout le monde parle du développement durable, il est paradoxal de prôner l'endettement durable ! Etrange façon de se soucier des générations futures. C'est donc à juste titre que Bruxelles, la Cour des comptes et même le gouvernement mettent l'accent sur la nécessité de réduire des déficits. >>

Se désendetter : pourquoi ? comment ? (suite)

Reste le comment. C'est là, notamment dans le cas français, qu'il faut regarder la réalité en face : le gouvernement annonce que sa politique devrait ramener le déficit public à 3,6% du PIB en 2014 et à 2,8% en 2015, en dessous des fameux 3% européens. Même si c'était le cas, d'une part nous avons déjà deux ans de retard sur l'échéancier prévu au départ, d'autre part, nous avons accepté la règle d'or consistant à ramener à 0,5% du PIB le déficit public. Nous sommes donc loin de tenir nos engagements. D'ailleurs Bruxelles ne croit pas à nos prévisions et annonce 4% de déficit cette année et encore 3,9% l'an prochain : le déficit ne se réduit pas et la dette poursuivra sa course folle.

Mauvaise rigueur et bonne rigueur

Pourtant le gouvernement ne cesse de prêcher l'austérité, et donne toutes les apparences de la rigueur. Les Français aussi ressentent douloureusement la hausse des charges et des impôts.

C'est qu'il y a quelque chose qui ne marche pas dans la méthode employée. Le gouvernement parle sans cesse de réduire les dépenses publiques, mais que fait-il en ce sens ? Les dépenses de Sécurité Sociale et des collectivités locales ne cessent d'augmenter. On promet 30 milliards d'allègements de charges, mais que représentent-ils ? A peine 1, 5 % du PIB, à supposer que l'on ne compense pas ces allègements par des impôts nouveaux.

Vouloir réduire les déficits en maintenant pour l'essentiel les dépenses et en essayant d'augmenter les recettes fiscales, c'est accentuer la récession et aggraver le déficit, faute d'activité économique.

N'y a-t-il donc rien à faire en France ? Il faut choisir une vraie rigueur, celle qui est imposée non pas aux contribuables et aux citoyens, mais celle qui concerne les administrations publiques elles-mêmes. Avec plus de 56% de dépenses publiques l'Etat occupe plus de la moitié du terrain : drôle d'ultra-libéralisme. Nos voisins ont en moyenne 10 points de PIB de dépenses publiques en moins (l'équivalent de 200 milliards). Ont-ils pour autant renoncé à la sécurité, aux soins, aux pensions, à l'éducation ?

Conformément au principe de subsidiarité, ils considèrent que tout ne doit pas passer par l'Etat. Il faut dire les choses clairement : ce n'est pas en payant moins les fonctionnaires ou en remboursant moins l'assuré social qu'on réduira les dépenses publiques, mais en privatisant ce qui n'a pas de raison d'être fait par l'Etat. Voilà comment réduire les déficits et la dette, mais aussi les impôts et les charges, tout en favorisant la croissance et la création de vraies richesses et de vrais emplois. Ce retour à la prospérité bénéficiera à tous, même au secteur public. Les autres pays le font. La France en est donc capable dès lors que ses dirigeants auront rompu avec le keynésianisme, le dirigisme. Est-ce pour bientôt ?

Jean Yves Naudet

Pollution : la voix des Verts s'est faite entendre

Ces voix se retrouveront-elles dans les urnes ?

L'affaire de la circulation alternée aura-t-elle un impact électoral ? En tous cas, elle a occupé l'actualité à quelques heures du vote pour les municipales. Si on y ajoute l'anniversaire de Fukushima, l'intrusion de Greenpeace dans la centrale de Fessenheim, les attaques contre le diesel, on peut se dire que les thèses écologistes les plus extrêmes ont eu du succès. On savait NKM sensible à l'écologie politique, elle a donc volontiers surenchéri à l'offensive d'Anne Hidalgo sur ce terrain.

Le jeu électoral a cependant voulu que les Verts, les vrais, ne tirent pas pour l'instant un bénéfice apparent

de la situation. La raison en est qu'ils veulent faire une démonstration de force, marquer leur opposition au gouvernement auquel ils participent et auquel ils reprochent sa conduite dans l'affaire de l'aéroport de ND des Landes. Ils veulent aussi se placer pour le deuxième tour aux côtés des candidats de gauche pour être représentés dans les conseils municipaux. Les trois grands acteurs des municipales, UMP, PS et FN, veulent bien des voix des électeurs sensibles aux thèses écologistes, mais ils ne veulent pas, du moins pour l'instant, d'élus verts à leur côté. Oui aux voix bienvenues, non aux élus encombrants.

On va donc sans doute retrouver les voix vertes dans les urnes, mais on ne sait de quel côté. C'est sans doute entre les deux tours que l'on pourra savoir si les écologistes sont en mesure de faire basculer les résultats du scrutin. On va pouvoir mesurer quel est le degré de contamination de la « peste verte ».

Cette analyse peut aussi se décliner pour la peste rouge et le comportement de La Gauche et de certains syndicats la semaine prochaine. Il est hélas avéré que le jeu électoral privilégie des minorités organisées, dont les voix couvrent celles des citoyens électeurs « de base ».

Anniversaire de l'élection du Pape François

Si la personnalité du Pape est bien cernée maintenant, ses positions font débat

L'accord est presque unanime sur la méthode du Pape. Un an après son élection, la plupart des prélats, des catholiques et des observateurs savent que le Pape est audacieux jusqu'à la provocation, ouvert jusqu'à l'extrême, déterminé jusqu'à l'obstination ; on peut ajouter habile comme un jésuite.

En revanche, ses positions font débat. Dans le domaine de l'économie et de la finance, certains comme Jean Yves Naudet le voient dans le droit fil de la doctrine sociale de l'Eglise catholique (voir son article paru dans Le Figaro de jeudi), d'autres craignent un virage à gauche. Mais François a clairement marqué ses distances avec le marxisme. Comme le dit le cardinal Vingt-Trois dans son interview à ce même Figaro, « Une Eglise pour

les pauvres n'est pas un slogan de guevariste égaré ». Le Cardinal voit l'essentiel du message du Pape comme un appel à la conversion, une croisade au sein de l'Eglise, mais aussi hors du peuple catholique. Pour approcher ceux qui ne connaissent pas ou rejettent le message évangélique, il faut leur tenir un langage nouveau. Mais, pour autant, le Pape va-t-il admettre un « mariage pour tous » qui irait jusqu'aux prêtres eux-mêmes ? Accepterait-il la décomposition de la famille et l'euthanasie ? Libèrerait-il les jeunes de tout interdit sexuel ? Le Cardinal Vingt-Trois n'y croit pas, le Pape souligne, dans la lignée de Jean Paul II et Benoît XVI, que toute solution passe par une conversion personnelle, un regain de spiritualité, un rejet des « slogans de la pensée dominante ». Il appelle à être soi-même.

Le Cardinal profite même de cet interview pour marquer sa distance au monde politique et au gouvernement actuel, qui politise les problèmes de société, comme pour la famille ou l'école, que le ministre de l'Education Nationale présente comme le seul lieu de liberté pour une jeunesse aujourd'hui « conditionnée » par les parents et les croyances.

Tout en déplorant « *la faiblesse d'expression de nombreux politiques, intellectuels, médecins [car] trop de ceux qui auraient dû parler se sont tus* », le cardinal précise « *l'objectif n'est pas un combat politique contre le gouvernement actuel, mais c'est une lutte pour un modèle de vie* ». •

Sommes nous dans les années 1930 ?

Bruits de bottes, nouvelle anschluss : la « guerre froide » est-elle pour demain ?

Certains évoquent même l'éventualité d'une guerre nucléaire : l'équilibre de la terreur serait-il rompu ? Nous n'avons cessé ici de souligner d'une part les vues expansionnistes de Poutine, d'autre part le jeu des corruptions et des oligarques. Il est certain que Poutine est allé plus loin que prévu, peu impressionné par les menaces d'Occidentaux divisés. Il aborde maintenant une nouvelle phase : la reconquête de Kiev, tandis que les Ukrainiens veulent prévenir tout basculement de Donetz et de la partie orientale de l'Ukraine. Les tensions vont donc être à leur extrême au cours des prochains jours. Craindre une dérive militaire n'est donc pas exclu et certains font un rapprochement avec l'ex-

pansionnisme hitlérien, l'Anschluss, Munich, et finalement l'invasion de la Pologne. Serions nous dans les années 1930 ?

Il existe une différence radicale, et rassurante : dans les années 1930, les liens économiques entre Etats s'étaient distendus et le commerce mondial s'était effondré. Les pays occidentaux avaient cru sortir de la Grande Dépression de 1929 en instaurant le protectionnisme. Le keynésianisme guidait le choix d'économies fermées. Le volume des échanges mondiaux a été divisé par 20 en six années, et seuls subsistaient des accords bilatéraux passés entre Etats. Fort heureusement, sous la pression des pays émergents et de la zone Pacifique, la

tentation protectionniste a été évitée après la crise de 2008, bien que les mesures de contrôle et de restriction se soient multipliées. Donc, l'Occident et la Russie sont toujours « en affaire ». Si la Russie fait pression avec ses richesses naturelles, et notamment son gaz, les Occidentaux font fonctionner l'industrie russe. Une rupture des relations économiques est donc improbable, sinon impossible. Cet équilibre du commerce peut-il pallier les carences de l'équilibre de la terreur ? C'est ce qu'une vue réaliste et raisonnable suggère. Mais il faut toujours compter avec les délires politiques du Kremlin. En tous cas, la seule issue pacifique est du côté du libre échange. Aujourd'hui comme jadis. •



Le Lions Club Marseille Prospective

en partenariat avec AG2R, l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social (ALEPS)
et l'association européenne Students for Liberty

a le plaisir de vous proposer un forum autour du thème

FINANCES ET ETHIQUE

animé par

Pierre de Lauzun

Directeur Général délégué de la Fédération Bancaire Française

Délégué Général de l'Association Française des Marchés Financiers

Accusée d'avoir provoqué la crise la plus grave depuis 1929, la finance est également attaquée au nom de l'éthique : procédés trompeurs, spéculation éhontée, tyrannie de l'argent. Aujourd'hui les Etats désirent la contrôler plus étroitement, Ce procès moral est-il justifié ? Faut-il condamner tout un système, ou faire la part de l'erreur humaine ?

JEUDI 10 Avril à 19 heures 30

Maison du Bâtiment et des Travaux Publics

344 Boulevard Michelet 13009 MARSEILLE

Le forum sera suivi sur option d'un cocktail dinatoire. Participation aux frais du forum : 10 euros. Participation au cocktail : 20 euros

REPONSE souhaitée avant le 5 avril à Jean-Claude Martinotti : jcmartinotti@free.fr

Monsieur, Madame : [Nom], [Prénoms] _____

Accompagné(s) de : [Nom], [Prénoms] _____

assisteront :

- à la conférence du jeudi 10 avril soit $10\text{€} \times __ = __ \text{€}$

- à la conférence et au cocktail qui suivra soit $30\text{€} \times __ = __ \text{€}$

Chèques remis au moment de la conférence





COLLOQUE EVANGELII GAUDIUM

La pensée sociale du pape François, rupture ou approfondissement ?

Paris, 5 avril

Un colloque de la Fondation de Service politique et de
l'Association des économistes catholiques
Paroisse catholique St-Pierre-du-Gros-Cailou, Paris VIIe
SAMEDI 5 AVRIL, 14h-18h30

Ce colloque a pour ambition d'examiner les défis posés aux catholiques d'aujourd'hui dans le champ propre de leur mission et de leur responsabilité dans le monde, avec le regard proposé par le pape François.

Avec les interventions du Père Antoine de Romanet, co-directeur du département de recherche Société, Liberté, Paix du Collège des Bernardins, Jean-Yves Naudet, président de l'Association des Économistes catholiques, Père Pierre Coulange, Studium Notre-Dame de Vie, Pierre de Lauzun, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, Guido Hülsmann, professeur à l'Université d'Angers, François-Xavier Bellamy, professeur agrégé de philosophie, maire-adjoint de Versailles, François Billot de Löchner, président de la Fondation de Service politique.

Inscription sur réservation (mentionnez vos nom, adresse et nombre de personnes) sur administratif@libertepolitique.com. Participation aux frais



Le Centre d'Etudes et de Recherches Economie et Libertés (CEREL) Et le Cercle Frédéric Bastiat de Bordeaux

Ont le plaisir de vous convier à un dîner-débat sur le thème

« Pourquoi je vais quitter la France »

Par Maître Jean Philippe Delsol, administrateur de l'IREF et de l'ALEPS

Qui aura lieu à l'hôtel Mercure Cité Mondiale à Bordeaux

Le jeudi 10 avril 2014 à 20h30 (accueil à partir de 19 h 30)

La participation est fixée à 30 euros (étudiants 22 euros)

Espérant vous y retrouver et afin d'assurer la bonne organisation de la soirée, nous vous prions de bien vouloir nous adresser votre inscription avant le 5 avril

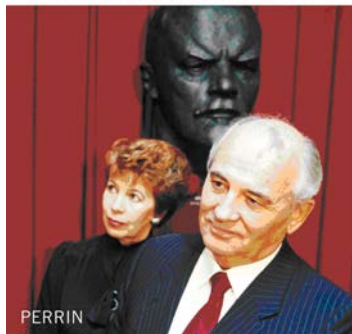
Inscriptions et renseignements harmoeco@hotmail.fr et www.cerel-cfb.org

Bernard Lecomte

Gorbatchev

Ouvrage de Bernard Lecomte

GORBATCHEV



Bernard Lecomte s'est fait une réputation de biographe averti. Ses ouvrages les plus célèbres nous ont permis de mieux connaître Jean Paul II (2003) et Benoît XVI (2006). Ces deux papes ont-ils quelque chose en commun avec Gorbatchev ? Oui, et c'est la trame de l'œuvre de Bernard Lecomte : analyser les liens entre le Vatican et le communisme. Révélateur, le titre de l'un de ses ouvrages : *La Vérité l'emportera toujours sur le mensonge. Comment le pape a vaincu le communisme* (1991).

Journaliste catholique, Bernard Lecomte a écrit dans La Croix, mais a été aussi correspondant de l'Express à Moscou. Il parle le russe couramment. Connaisseur et du Vatican et du Kremlin, son témoignage est d'abord tout à fait passionnant et écrit dans un style direct et élégant. Il nous rappelle le « mystère Gorbatchev ». Personnage charismatique, ambigu et attachant, très lié à sa femme Raïssa, Mikhaïl Gorbatchev reste un mystère : a-t-il voulu mettre fin à la guerre froide (ce qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix) mais aussi à la plus puissante idéologie du siècle, ou a-t-il été dépassé par les événements qu'il a provoqués avec la Glasnost et la Perestroïka en 1987 ? A cette question-clef qui divise les historiens, Bernard Lecomte apporte des réponses précises et parfois surprenantes.

Revenir à Gorbatchev est d'une actualité brûlante, puisque les récents commentaires de Gorbatchev à propos de la Crimée peuvent paraître très décalés.

En effet, cet ennemi de Poutine se range dans le camp russe, non seulement parce qu'il est russe lui-même, mais parce qu'il estime que la chute du mur de Berlin a dramatiquement détruit la Grande Russie. Il fallait abattre le communisme, pas la Russie. Le démantèlement de l'URSS a fait exploser des tensions nationalistes que le Kremlin avait mis des années à maîtriser. Faire vivre en harmonie des peuples aussi divers ne pouvait se réaliser que par une étroite fédération autour d'un pouvoir central lui-même légitimé par une langue et une religion (l'orthodoxie).

Bernard Lecomte n'a pas été abusé par la séduction du personnage qu'il a rencontré, il nous aide à comprendre l'un des aspects les plus profonds de la crise actuelle : un grand empire politique centralisé peut-il survivre à la démocratie ? Peut-il respecter les droits de l'homme ? Le mensonge peut-il durablement masquer la vérité ?

Bernard Lecomte, *Gorbatchev*, Ed. Perrin, 2014

LE FIGARO

La popularité du Pape François

Notre ami le professeur Jean Yves Naudet, que vous lisez chaque semaine, est le président fondateur de l'Association des Economistes Catholiques de France. Il est sans doute l'expert français le plus reconnu en matière de Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique. Il se devait de donner son opinion à l'occasion de l'anniversaire de l'élection du Pape François et de la publication de sa récente « exhortation » sur la Joie de l'Evangile.

Jean Yves Naudet nous rassure, parce qu'il approfondit l'analyse. Il distingue nettement le style, qui peut sembler provocateur, et le fond. Sur le style, Naudet fait remarquer que le Christ lui-même n'a pas hésité à choquer ses contemporains, voire ses disciples : il chasse les marchands du Temple, il reçoit la tendresse de Marie Madeleine, il dit la difficulté pour le riche d'entrer dans le Royaume des cieux. « *Si le langage de François séduit, c'est qu'il a la nouveauté de l'Evangile* ». Cette nouveauté est en fait modernité, et voici le fond de la pensée de François : annoncer la Bonne Nouvelle, c'est faire comprendre que la foi chrétienne est la meilleure réponse aux défis de la société contemporaine. Une société dans laquelle s'est installée « *la négation du primat de l'être humain* ». Mais cette réponse n'est ni politique ni collective : elle repose sur une conversion personnelle, sur un regain de spiritualité. Les papes précédents, Jean Paul II et Benoît XVI, n'ont pas dit autre chose et nous sommes bien dans la tradition de la Doctrine Sociale, « *François ne remet pas en cause ni la dignité de la personne, ni la propriété privée liée à la destination universelle des biens, ni la solidarité et la subsidiarité, ni le rôle des corps intermédiaires, ni le bien commun* ».

Le Figaro, Débats, 13 mars 2014